

Bujumbura, le 6/6/2018

Déclaration de PARCEM par rapport à la promulgation de la Constitution : Oui, la Constitution est promulguée mais des défis majeurs restent !

0. Introduction

Le Président de la République du Burundi vient de promulguer la nouvelle Constitution adoptée par référendum du 17 Mai 2018, mais il subsiste des défis que seul un dialogue inclusif peut relever.

I. Des défis immenses

1. **Déficit de cohésion et une méfiance** entre la classe politique burundaise qui alimente une violence verbale, l'intolérance politique, des invectives réciproques, ce qui laisse planer un spectre de tension et d'insécurité car certains esprits semblent vouloir emprunter la voie violente comme solution à la crise burundaise ;
2. **L'existence des milliers des réfugiés dans les pays voisins et lointains.** Ce qui à la longue risque d'alimenter des sentiments de frustration et qui font le lit de l'insécurité et de l'instabilité politique ;
3. **Crise de confiance entre le Burundi et ses bailleurs de fonds traditionnels** et les pays voisins avec qui nous partageons les mêmes organisations sous-régionales, ce qui va vers l'isolement diplomatique du pays ;
4. **Le manque de moyens financiers terrible** permettant la mise en application d'un éventuel programme de développement pour un pays le plus pauvre du monde, dans un contexte de croissance démographique galopante avec une population à plus de 70% jeune frappée par un taux de chômage alarmant.
5. **La corruption** est entrain de se généraliser :
 - Annihilant ainsi tous les efforts des reformes initiées, exemple : le secteur de l'environnement ;
 - L'enrichissement illicite d'une poignée d'hommes au détriment de la grande masse de la population ;



- Favoriser les crimes organisés et l'impunité, compromettre l'Etat de droit, etc.

6. Problème de protection des droits fondamentaux des citoyens :

- Droit à la vie ;
- Droit de ne pas être soumis à la torture ;
- Droit de ne pas être enlevé et disparu forcément.

7. Décadence morale par rapport aux valeurs qui font le lit des antivaleurs de tout acabit.

II. Le dialogue reste fondamental.

Seul un dialogue inclusif pourra relever ces défis qui risquent d'hypothéquer gravement l'avenir de ce pays. Si ce ne sont pas des esprits égarés et égoïstes, personne n'est entrain de profiter de cette situation. C'est le pays qui s'engouffre et c'est la population qui en fait les frais.

Un dialogue inclusif et sincère viendrait nous épargner des crises politiques profondes qui n'en finissent pas. Il viendrait nous grandir et redorer l'image de notre pays aujourd'hui mise à rude épreuve. Le dialogue viendrait remettre le pays sur les rails. Les bénéfiques et les retombées positives arriveraient à chaque citoyen quel que soit son rang.

III. Le leadership visionnaire et patriote reste fondamental

Il fut un moment où le pays a connu une période sans Constitution ni institution parlementaire. Cela étant, au cours de cette période, le pays a considérablement décollé et c'est à ce moment que le pays a été mieux géré surtout les pratiques de corruption et de malversation ont été bannies et les auteurs des infractions puni sévèrement.

Il suffit qu'il y ait le changement des attitudes des dirigeants pour organiser un pays de manière à ce que le leadership constructif, visionnaire et patriote prenne le devant, tous ces défis seront levés.

Pour PARCEM
 Faustin ADIKUMANA
 Directeur National
 Action pour le Réveil des Consciences
 PARCEM
 Tél: 22 77 75 80 22 27 66 42
 15/20 Bujumbura
 et l'évolution des mentalités